



« Gouvernance et VIH/sida en Afrique subsaharienne ».

L'exemple de la Côte d'Ivoire (Résultats préliminaires)

**KOUYATE Souleymane, GNAGNE Elias et
BEKELYNCK Anne**

Projet ANRS 12551, « **GOVERNANCE ET SIDA EN
AFRIQUE** »

Abidjan, le 18 janvier 2017



Contexte

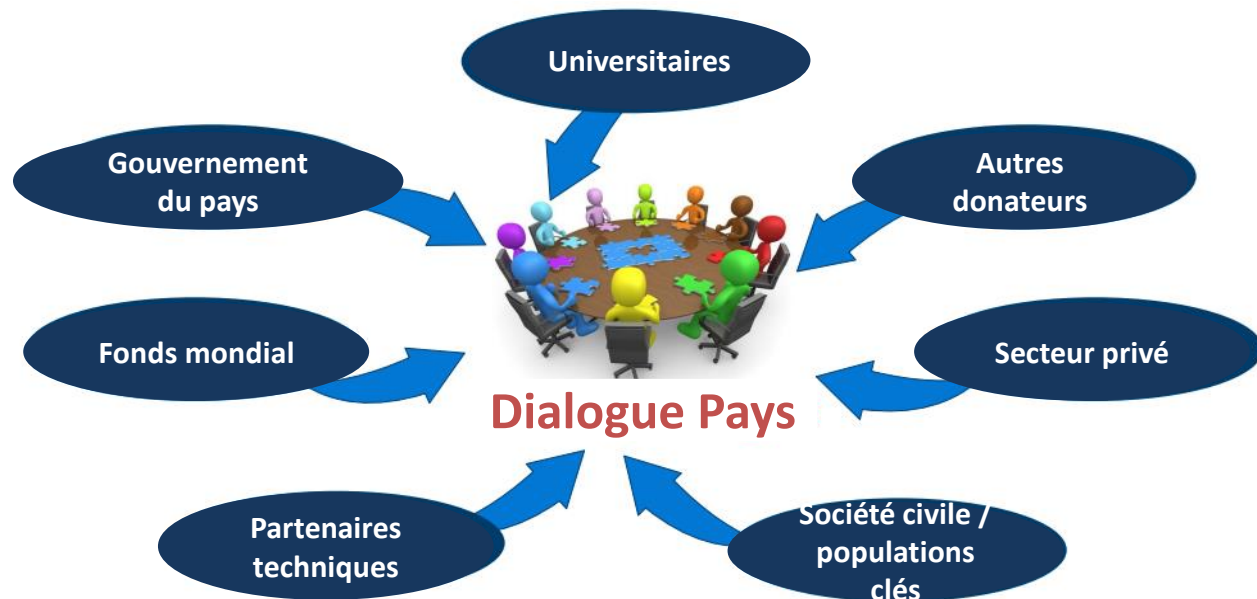
- **Le Fonds mondial**

- 2^{ème} bailleur de la lutte contre le VIH/sida (16%)
- Institution multilatérale
- Principes d'appropriation nationale, d'« alignement sur les calendriers, le contexte et les priorités des pays »

- **Les CCM (local)**

- *Country Coordination Mechanism*
- Hypothèse : des lieux d'observation privilégiés de la gouvernance du VIH/sida au niveau national

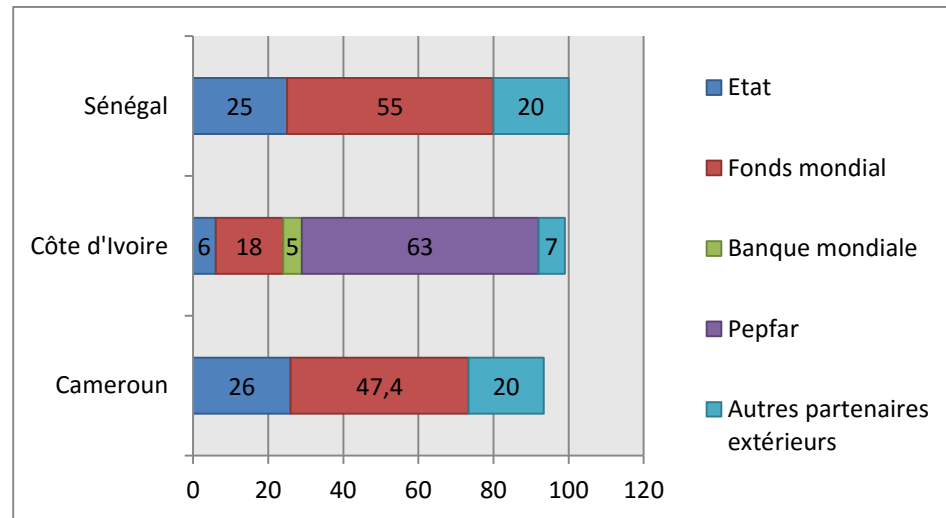
Le CCM : un lieu de gouvernance participative



Projet « Gouvernance et VIH/sida » - ANRS 12315

- Une analyse comparée : Sénégal, Cameroun, Côte d'Ivoire

Financement de la lutte contre le VIH/sida (2014)



Objectifs

- Décrire et analyser le travail de concertation et de négociation entre les acteurs des CCM
- Comprendre les logiques des pouvoirs publics, entre dépendance et instrumentalisation des subventions du Fonds mondial

Méthodologie

Terrain qualitatif en Côte d'Ivoire (2015-2016)

- **Un travail collectif** (équipe de 5)
- **Revue et analyse documentaire** (textes, procès verbaux, listes de présence, autres)
- **Observation** de 20 réunions du CCM (Comité VIH, assemblées générales, autres)
- **32 Entretiens semi-directifs**

Types d'acteurs	Nombre
Secteur public	9
Société Civile	13
Partenaires multilatéraux et bilatéraux	9
Indépendant	1
Total	32

1ères pistes d'analyse (1/2)

- **En théorie : une « démocratie » formelle**
 - Forte représentativité de la société civile (41%) et des acteurs publics nationaux (21%) (partenaires internationaux (17%))
 - Des postes clés (ex : Présidente du CCM = Présidence de la République)
- **Dans la pratique : une prise de parole dominée par les acteurs internationaux**
 - Position excentrée de la société civile dans la salle
 - Forte technicité des débats VS compétences des acteurs en présence
 - Une division des acteurs de la société civile (ONG/représentants historiques, populations clés)

1ères pistes d'analyse (2/2)

- **Où se prennent les décisions ?**
 - Au sein des CCM : une forte transparence
 - des discussions dominées par les enjeux techniques et procéduriers
 - A l'extérieur des CCM : des décisions clés
 - Ex du processus d'extension du Round 9 (avril-mai 2016)

L'exemple du processus d'extension du Round 9

- Dialogue pays différencié (Avril – Mai 2016)
- 52 réunions ; horaires (jusque 22h, 23h, samedi et dimanche...)
- Forte implication du Programme national (PNLS), Alliance-CI (récipiendaire principal volet communautaire), acteurs de la société civile, org^o internationales
- Estimation du coût: 75 000 Euros
- Une succession de 4 propositions de la part du comité de rédaction, qui ont été rejetées par le Fonds mondial (Genève)
- Décisions prises dans des lieux extérieurs (Afrique du Sud, négociations DGS/FM)

Conclusion et perspectives

- **Une « mise en scène » démocratique ?**
 - Décalages entre les « normes théoriques » et « normes pratiques »
 - Décalages entre les pratiques du FM et leurs principes fondateurs
 - Quels impacts à plus long terme sur la motivation et l'implication des participants du CCM ?

- **Perspectives comparatives avec les équipes du Sénégal et du Cameroun (2017)**

Remerciements

- ANRS
- Site ANRS Sénégal, Site ANRS Cameroun, Site ANRS Côte d'Ivoire (PAC-CI)
- Investigateurs principaux
 - Dr Fred Eboko (Ceped/IRD) (Nord), Dr Fatoumata Hane (UCAD) (Sud)
- Equipe de recherche de Côte d'Ivoire
 - Dr Anne Bekelynck (Ceped/PAC-CI), Dr Ranie-Didice Bah (Université Alassane Ouattara), Eugénie Agoua (Université Alassane Ouattara), Dr Jean-Marie Masumbuko (PAC-CI), Dr Philippe Msellati (IRD/PAC-CI)